

Politiques publiques et sécurité alimentaire au Nicaragua : Trajectoires socio-historiques et défis actuels

FREGUIN-GRESH Sandrine¹² et CORTES Geneviève³

Proposition de communication

Colloque SFER « Politiques agricoles et alimentaires : trajectoires et réformes »

20-21 Juin 2018 à Montpellier SupAgro

Session : « B3 Politiques agricoles et action publique en Amérique du Sud »

Résumé

Cet article analyse les trajectoires des politiques alimentaires au Nicaragua et l'application de deux instruments emblématiques de la politique actuelle. Les résultats, fondés sur une revue de littérature et des données de 2016, montrent que les politiques ont historiquement soutenu l'agro exportation au détriment de la production d'aliments. En 2007, le revirement de la stratégie, faisant suite à l'élection d'un nouveau gouvernement, priorise la réduction de la pauvreté et la faim, et donne les orientations et les moyens à une politique rurale et des programmes sociaux et productifs ciblant les plus démunis, l'éducation, la santé, la sécurité alimentaire et l'agriculture familiale. L'analyse de l'application de deux programmes phares de la politique montre des résultats positifs, malgré l'émergence de nouveaux enjeux.

Mots clefs: politique alimentaire, agriculture, agriculture familiale, Nicaragua, trajectoires

Summary

This paper analyzes the trajectories of food policies in Nicaragua and the application of two emblematic instruments of the current policy. Based on a review of literature and data from 2016, the results show that policies have historically supported agro-export at the expense of food production. In 2007, the new government prioritizes poverty and hunger reduction, and provides direction and means for rural policy and social and productive programs targeting the poor, education, health, food security, education, and family farming. The analysis of the application of two flagship programs of this policy shows positive results, despite the emergence of new issues.

Key words: Food policy, agriculture, family farming, Nicaragua, trajectories

¹ Auteure correspondant : freguin@cirad.fr

² CIRAD, Montpellier freguin@cirad.fr

³ Université Paul Valéry, Montpellier genevieve.cortes@univ-montp3.fr

Le Nicaragua est un pays à faible revenu d'Amérique centrale, dont l'histoire tumultueuse est liée aux crises sociopolitiques et aux catastrophes naturelles. Ce pays a une économie qui est restée très dépendante de l'agriculture et, contrairement aux autres pays centroaméricains, la participation de l'agriculture à l'économie continue d'avoir un poids important : 15% du PIB en 2017 selon la Banque centrale, en première position avant l'exploitation minière (14%) et le commerce (11%). Dans un contexte de forte vulnérabilité, l'agricole se caractérise par un faible développement technologique et une grande sensibilité aux variations climatiques (CEPAL 2017), ce qui influence le déséquilibre de la balance commerciale, la pauvreté et l'insécurité alimentaire (FAO and OPS 2017).

Longtemps, les politiques au Nicaragua ont encouragé l'agro-exportation pour stimuler la croissance et générer des devises, cruciales pour équilibrer la balance commerciale (Wiggins 2007). Jusqu'aux années 1980, puis de 1990 à 2000, la priorité est l'agro-export tandis que l'importation d'aliments et la diffusion des technologies de la révolution verte sont les réponses à l'insécurité alimentaire.

Ce n'est qu'à partir des années 1980 que les politiques priorisent la santé, l'alimentation et l'alphabétisation dans une stratégie nationale de changement socio-productif et économique de grande ampleur. Même si les instruments de lutte contre la faim permettent des avancées significatives, la crise socio-politique et les conflits armés, suivis d'une décennie de restrictions et d'austérité après le retour des libéraux au pouvoir, ralentissent la baisse tendancielle de la sous-nutrition. Dans les années 2000, surtout après les élections de 2007, une stratégie politique est élaborée et une loi sur la souveraineté et la sécurité alimentaire est promulguée (Godek 2014). Elle permet, dans le cadre d'un Plan National de Développement Humain (PNDH), de centrer les efforts sur la réduction de la pauvreté et de la faim avec divers instruments sociaux et productifs.

Cet article propose une analyse des trajectoires socio-historiques des politiques liées à l'alimentation au Nicaragua pour comprendre l'évolution de la sécurité alimentaire en milieu rural. Les politiques liées à l'alimentation peuvent être de diverses natures : i) les politiques agricoles; ii) celles du commerce alimentaire et de promotion d'une alimentation saine; iii) les politiques de salaire minimum; iv) la politique économique, notamment celle liée à l'inflation; v) les politiques de protection sociale et les programmes de transferts conditionnels; vi) les politiques de l'eau et d'assainissement; vii) les politiques de changement climatique (FAO and OPS 2017). L'analyse ici se focalise essentiellement sur les politiques agricoles et rurales, considérant que ce sont elles qui affectent le plus directement la sécurité alimentaire des ménages. Cette analyse est complétée par l'étude de l'application de deux instruments emblématiques de cette politique dans une région agricole du nord-est du pays.

Après avoir abordé la situation alimentaire et son évolution récente, nous présentons la méthode puis les résultats de la revue de la littérature qui nous a permis de tracer les trajectoires des politiques publiques jusqu'à aujourd'hui. Dans une troisième partie, nous présentons les résultats de l'étude de l'application de deux programmes de la politique actuelle conduite en 2016 dans une région agricole, pour conclure sur quelques réflexions.

La situation agricole du Nicaragua est essentielle pour la sécurité alimentaire

Evolution de la sécurité alimentaire

On estime qu'au Nicaragua 17% de la population souffre de la faim pour la période 2014-16 (CEPAL 2017). L'analyse de l'indice mondial de la faim (GHI) montre une amélioration spectaculaire de la situation au cours des 30 dernières années (Fig. 1), comme dans les autres pays de la région, même si le Nicaragua reste le pays le plus touché par l'insécurité alimentaire avec le Guatemala (FAO and OPS 2017).

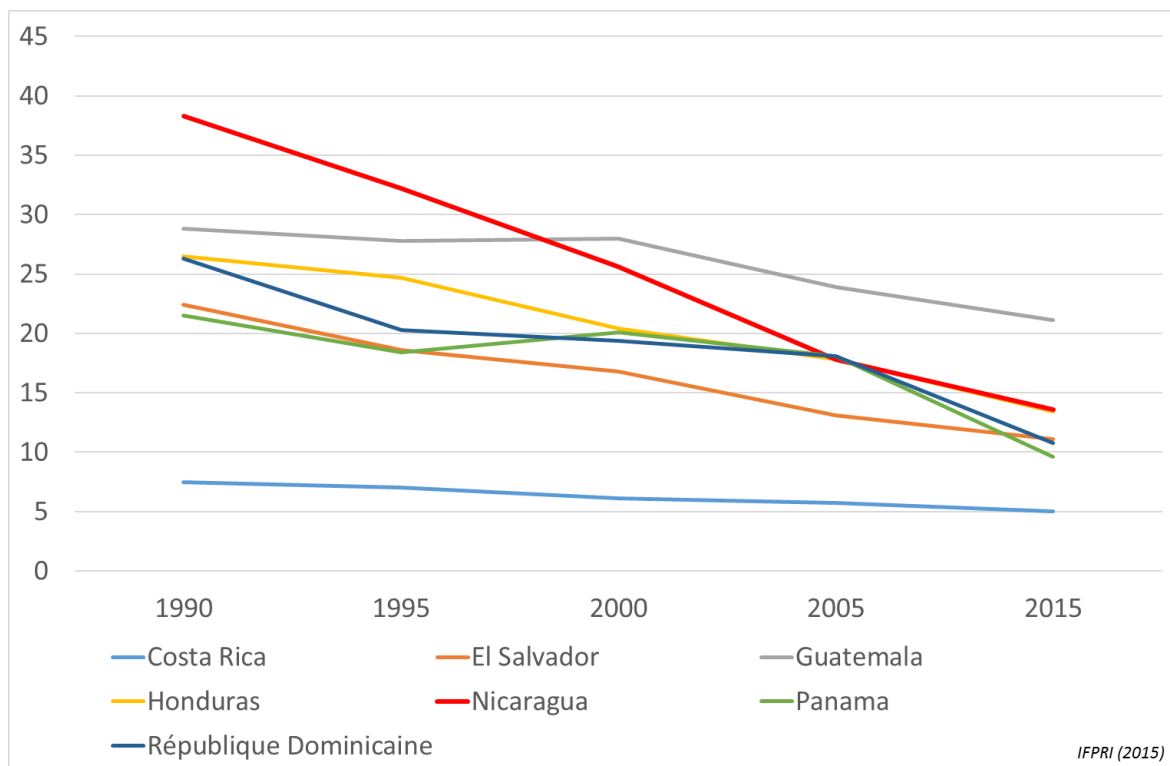


Figure 1. Evolution de l'Indice Mondial de la Faim (GHI) 1990-2015

Au cours des 30 dernières années, le Nicaragua est parvenu à maintenir des niveaux relativement faibles de malnutrition aiguë (moins de 4%) et de malnutrition globale (6% actuellement) et à diminuer fortement le niveau de malnutrition chronique (Solornazo 2016). Récemment, l'Institut National des Statistiques (INIDE) et le Ministère de la Santé (MINSa) indiquent que la malnutrition chronique chez les enfants de moins de 5 ans est de 17%, dont 5% correspondent à un déficit sévère de croissance en 2011/2012. (CEPAL 2017). Il est toutefois paradoxal avec ces niveaux de sous-alimentation et de malnutrition, que le pays ait aussi un pourcentage élevé d'adultes en surpoids et d'obèses, estimé à 20% de la population (FAO and OPS 2017).

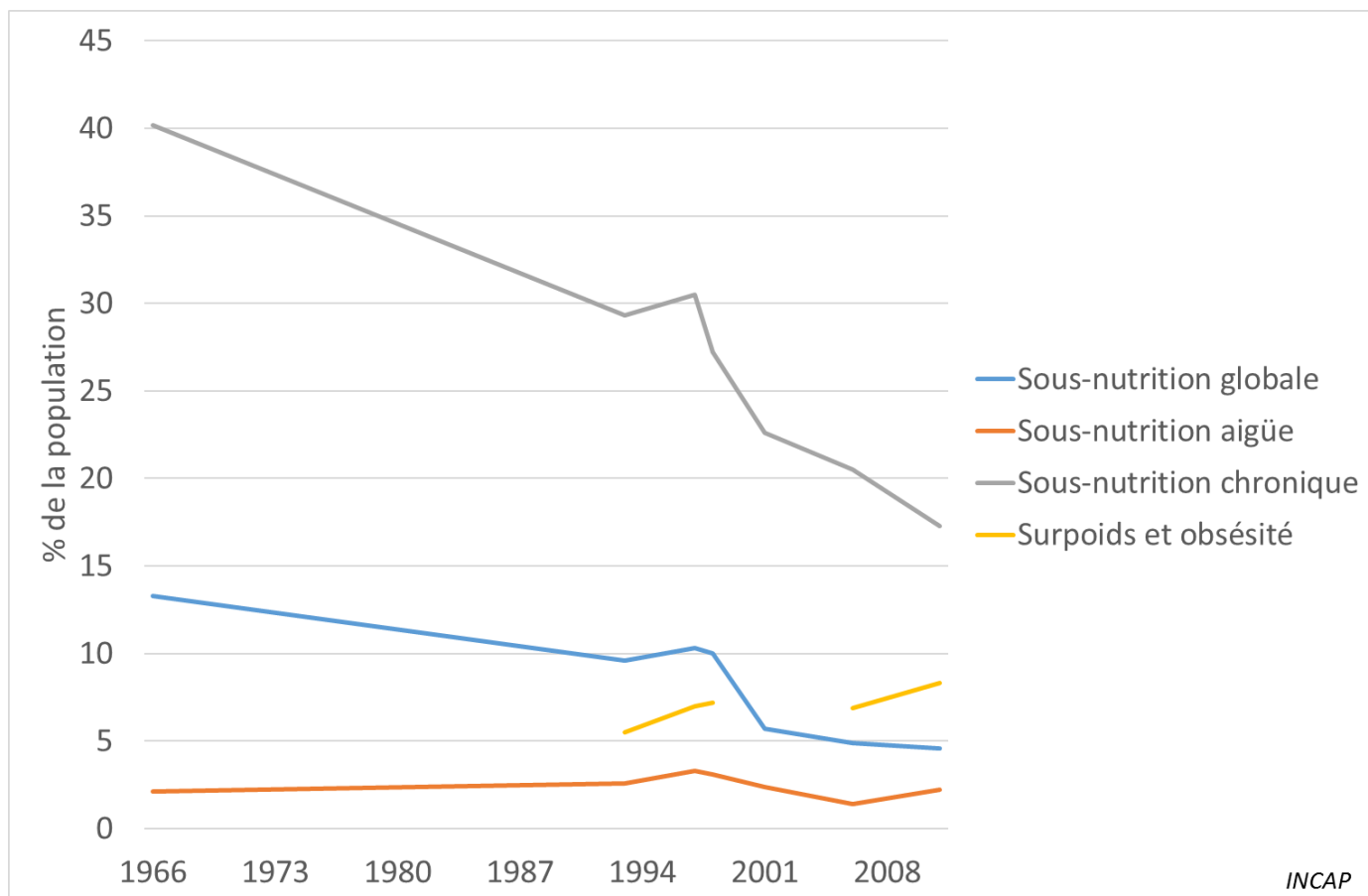


Figure 2. Evolution de la prévalence de la dénutrition au Nicaragua

Sources: FAO, FIDA, UNICEF, PMA Y OMS

Disponibilité alimentaire et accès aux aliments, dans un contexte de grande vulnérabilité

Le Nicaragua est considéré comme un exportateur net de produits agricoles avec 10% de ses importations qui sont des aliments (Bornemann et al. 2012). Bien qu'on observe une évolution positive de la sécurité alimentaire, plusieurs défis restent à relever. Si l'agriculture permet de fournir la base de la diète, souvent peu diversifiée et de faible qualité nutritionnelle, le pays est vulnérable aux catastrophes naturelles (ouragans) et aux aléas climatiques, en particulier la sécheresse qui affecte souvent la production agricole, entraînant la variabilité de la disponibilité et des prix (Solornazo 2016; Bornemann et al. 2012). En outre, la tendance des prix alimentaires sur les marchés nationaux est à la hausse (CEPAL 2017). Comme le Nicaragua continue d'être un pays pauvre où la population, y compris rurale, s'est habituée à acheter une partie de sa nourriture (Pérez, Grigsby, and Fréguin-Gresh 2015), cette situation favorise l'insécurité alimentaire. Le recours aux importations, même si peu important, est un indicateur de la vulnérabilité du système agricole et alimentaire du pays. De plus, la sécurité alimentaire se pose aussi en termes de qualité nutritionnelle.

Matériel et méthode

Cet article est basé sur une revue de la littérature et sur l'analyse de données collectées dans le cadre du projet « Sécurité alimentaire des individus dans les maisons agricoles » (SALIMA) conduit au Nicaragua de 2015 à 2017⁴. SALIMA vise à analyser les systèmes alimentaires des familles agricoles dans un contexte d'émigration (interne et internationale) et d'application d'instruments de politique alimentaire. La revue de la littérature a été organisée en différentes étapes : *i*) collecte des références⁵ en histoire, économie, géographie, sociologie et sciences politiques, et en particulier sur le secteur agricole et les politiques agraires⁶, *ii*) analyse des références sur la sécurité alimentaire et d'autres politiques publiques liées à l'alimentation.

La collecte de données sur les instruments de la politique actuelle a été réalisée en 2016 dans une région agricole du nord de Chinandega, une zone paysanne historiquement marginalisée, touchée par des conditions de production difficiles où s'appliquent la politique nationale. SALIMA a enquêté 350 familles agricoles dans 64 villages de 6 municipalités de Chinandega (Fig. 2), et réalisé 26 entretiens semi-directifs approfondis dans deux de ces villages, l'analyse présentée ici est basée sur les résultats de 7 focus groups menés dans des villages et 7 entretiens spécifiques auprès d'acteurs institutionnels. Ces derniers ont été sélectionnés sur la base de leur rôle dans les institutions impliquées dans l'application des politiques rurale et alimentaire (Tab. 1).

Institutions des enquêtés	Implication dans les actions liées à la sécurité alimentaire
Cabinets de la Famille, Communauté et Vie (niveau municipal et villageois)	Pré-sélection de bénéficiaires de programmes alimentaires
l'Institut Nicaraguayen de Technologie Agricole (INTA)	Assistance technique aux producteurs agricoles
Ministère de la Famille, de la Communauté, de l'Economie Coopérative et Associative (MEFCCA)	Mise en œuvre du Programme Faim Zéro
Ministère de l'Education (MINED)	Mise en œuvre le programme Goûters Scolaires (en collaboration avec le PAM)
Ecoles	Distribution de repas aux enfants scolarisés

Tab. 1. Institutions des acteurs enquêtés et actions liées à la sécurité alimentaire

Les entretiens auprès d'acteurs institutionnels ont été organisés en quatre blocs de questions: la caractérisation de l'interlocuteur ; les intentions du programme auquel il participe (sa raison d'être, les types de bénéficiaires cibles), le fonctionnement du programme et ses effets (avec un accent sur la nature du programme, les ressources investies, les modalités d'intervention,

⁴ SALIMA a été financé par le Méta-programme GloFoodS qui est porté conjointement par l'Inra et le Cirad, et se consacre à l'analyse des transitions vers la sécurité alimentaire mondiale dans un contexte de concurrence pour la terre et les ressources naturelles

⁵ Sur internet et sur les moteurs internationaux tels que CAIRN, JSTOR, Web of Science, etc. ainsi que sur les sites des institutions locales et des organisations internationales (FAO, PAM, Banque Mondiale, etc.).

⁶ Ce bilan bibliographique, qui a commencé en 2012, avait permis la publication d'un chapitre sur les politiques ciblant l'agriculture familiale (Pérez and Fréguin-Gresh 2015)

la perception de l'impact et de l'efficacité du Programme, le suivi de la mise en œuvre, et la perception des perspectives du programme. Des focus groups de discussion complémentaires ont permis d'aborder différents sujets : conditions de l'environnement productif; capital social au niveau villageois lié à la production agricole et alimentaire; régime alimentaire et son évolution; relations de genre et intergénérationnelles.

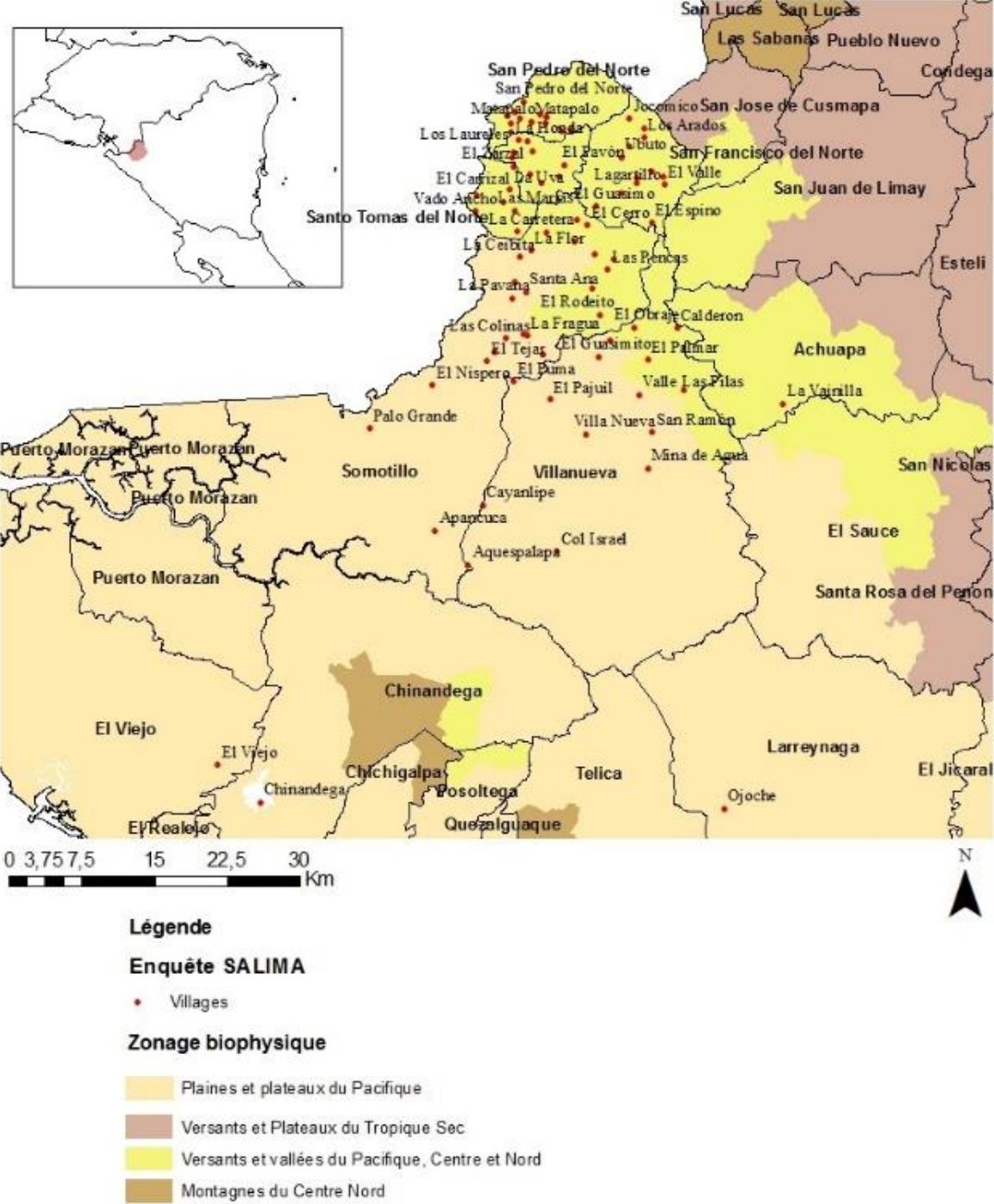


Figure 2. Localisation des zones d'enquête dans le nord Chinandega

Les politiques publiques liées à l'alimentation au Nicaragua

Jusqu'aux années 1930 : priorité à l'insertion du pays sur le marché mondial, à l'agro-exportation et aux grandes propriétés

La période de l'indépendance (1821), à la défaite du mouvement armé de Sandino (1934), est marquée par l'instabilité politique avec une guerre civile, des coups d'état et une intervention étrangère. Cependant, cette période est centrale pour comprendre le système politique dans le pays, notamment les relations de pouvoir et la politique agraire. D'une part, il s'opère un changement des classes dirigeantes qui émergent après la conquête espagnole formée par les propriétaires terriens et une oligarchie commerçante (Merlet 1990). A cette période, cette bourgeoisie agraire devient une élite politique et économique (Paige 1985), comme dans d'autres pays d'Amérique latine (Hurtado 2000). D'autre part, négligée par les politiques (Merlet 2002, 1990), une masse de paysans grandit dans les interstices laissés par les grandes propriétés, suite à la dépossession de terres et la mise en place de processus de concentration foncière et d'accumulation de capital (Gould 2008).

A cette période, le maïs, le riz, les haricots, qui sont à la base de la nourriture au Nicaragua, sont produits par des paysans qui réussissent difficilement à capitaliser grâce au bétail et à des petites plantations de café et de canne à sucre (Merlet 1990). Cependant, l'élite politique et économique pousse à l'ouverture de l'économie et son insertion dans le marché mondial avec le développement de plusieurs cultures d'exportation (indigo, coton, sucre, bananes) et l'extraction des ressources naturelles (bois et minerais). Parallèlement s'opère la marginalisation de la production alimentaire pour le marché intérieur et l'augmentation des importations (Pérez and Fréguin-Gresh 2015).

Ainsi, les politiques publiques accompagnent ces orientations, en offrant aux propriétaires terriens de grandes plantations impliquées dans la production des cultures d'exportation et de bétail des conditions pour leur développement, favorisant de plus l'installation d'enclaves de production et d'extraction financées par des investissements étrangers. Pour se faire, des lois sont promulguées pour favoriser la privatisation du foncier et permettre l'accélération de la concentration des terres aux mains des classes dirigeantes et pour régir le travail et son contrôle, justifiées par la volonté de lutter contre le « vagabondage », mais permettant avant tout d'assurer la disponibilité de la main-d'œuvre pour les grands propriétaires terriens (Merlet 1990).

En conséquence, un processus de marginalisation de la production alimentaire s'opère, en particulier de la paysannerie qui est expulsée des terres fertiles, ce qui génère l'avancée d'une « frontière agricole » vers le centre du pays (Maldidier and Marchetti 1996). Ces politiques s'accompagnent de programmes de développement des infrastructures économiques et de communication (chemins de fer, ports, routes, télégraphe, etc.) et financière (système de prêts usuriers pour installer des plantations pour l'exportation) qui favorisent la grande propriété et la circulation de ses produits, et en même temps, facilitent l'expansion agricole. A cette période, les importations de produits de base (textiles, aliments) augmentent dans le contexte du libre marché (Wiggins 2007).

Années 1930-1970 : appui à l'agro-exportation et désintérêt pour la production vivrière

La période qui suit la longue phase de stagnation liée à la crise mondiale des années 1930, jusqu'à 1979, est caractérisée par l'accès au pouvoir de la famille Somoza, qui maintiendra et contrôlera le Nicaragua par une dictature militaire de plusieurs décennies (IRAM 2000). A cette période, le caractère agro-exportateur de l'économie s'accroît parallèlement à la croissance de la dépendance au marché mondial. Cette évolution se produit alors que les gouvernements successifs des Somoza bénéficient du soutien des États-Unis, avec des investissements axés sur l'exploitation des ressources naturelles, le développement de l'agro-exportation et des importations massives, notamment d'aliments. Entre 1950 et 1977, l'économie nicaraguayenne s'est rapidement développée avec des taux de croissance de 6,3% par an, la plus dynamique et prospère d'Amérique Centrale à cette période (Wiggins 2007).

La création d'un Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAG) en 1952, pour promouvoir et diversifier les produits d'exportation stratégiques (coton, café et viande), s'accompagne de financements et d'une assistance technique des États-Unis. Ceux-ci permettent la création d'un Service technique agricole national (STAN) étroitement lié au Département américain du Développement Agricole (USDA), qui accompagne l'expansion de la production de coton, café, bétail et, dans une moindre mesure, de canne à sucre et tabac. D'autres instituts sont créés pour promouvoir la production, comme l'Institut nicaraguayen du café (INCAFE), qui s'occupe aussi des relations avec les entreprises exportatrices, souvent proches du pouvoir et/ou liées aux intérêts américains, afin de faire respecter les accords internationaux pour la fixation des prix (Craipeau 1992).

Le plus illustratif de cette dynamique est l'expansion du coton dans les plaines du Pacifique où sont concentrés les sols les plus fertiles de l'Amérique Centrale et la population du Nicaragua. Depuis les années 1950, le coton s'impose comme principale monoculture. Le dit « boom du coton » (Fréguin-Gresh 2017) et l'expansion de cette culture s'opèrent dans un contexte de « modernisation intense » de l'agriculture en Amérique Latine (Hurtado 2000) ou plutôt, de capitalisation de l'économie agricole : les relations salariales sont introduites pour remplacer le colonat et, généralisées dans l'agriculture d'exportation, les grandes propriétés deviennent entrepreneuriales et mécanisées tandis que la production s'intensifie avec l'utilisation de produits agrochimiques généralement importés. Les producteurs de coton, favorisés par des programmes publics, bénéficient de conseil technique et d'un accès au crédit conditionné par l'adoption de paquets techniques. Les gouvernements encouragent aussi les travaux dans les ports et les routes, ainsi que dans les infrastructures de transformation des sous-produits. Toutes les composantes des politiques publiques sont mises au profit de l'agriculture d'exportation, se désintéressant complètement des petits producteurs d'aliments de base. Cependant, la croissance du secteur capitaliste de l'exportation est responsable du déplacement forcé de milliers de paysans vivant dans une grande pauvreté (Maldidier and Marchetti 1996) et faisant face à une forte concentration des terres (Perez and Freguin-Gresh 2014).

Dans ce contexte, le mécontentement populaire, la pauvreté et la faim augmentent (Maldidier and Marchetti 1996), bien qu'il n'y ait pas de données fiables à cette période qui permettraient de le confirmer de manière chiffrée. Toutefois, la création en 1946 de l'INCAP (Institut de

Nutrition de l'Amérique Centrale et Panamá), centre spécialisé dans l'étude de l'alimentation et la nutrition au sein du Système d'intégration centraméricain (SICA), peut être envisagée comme une alerte à la grave situation de malnutrition en Amérique centrale, en particulier au Nicaragua. Mais dans ce pays, la réponse du gouvernement se résume à créer, à la demande des États-Unis, un Institut agraire du Nicaragua (IAN). L'IAN organise la colonisation agricole du pays avec des programmes de construction de routes dès 1963, année où est approuvée une loi de réforme agraire qui, de fait, loin de donner à la paysannerie accès aux terres, continue d'assurer sa disponibilité pour travailler à bas coûts dans les grandes exploitations (IRAM 2000).

Le tremblement de terre de 1972 détruit la capitale Managua et, dans le même temps, conduit à l'effondrement de l'économie et des institutions publiques. Dans le processus de réponse à l'urgence et pendant la reconstruction, on observe une détérioration des structures socio-économiques et des détournements par les dirigeants qui font « des affaires dans la catastrophe » (Rueda Estrada 2013). Ainsi, la dette publique augmente considérablement, d'autant que, dès la fin des années 1970, le modèle agro-exportateur montre des signes de crise (Maldidier and Marchetti 1996). La structure socio-productive est extrêmement polarisée avec un petit (et puissant) groupe de propriétaires terriens et d'agro-entrepreneurs qui contrôlent l'économie nationale et une grande masse de paysans pauvres souffrant de la faim (Barroso Peña 2011).

Années 1980 : naissance d'une politique alimentaire dans un contexte de changements politiques et socio-productifs radicaux, en particulier dans l'agriculture

La période 1979-1990, faisant suite à plusieurs années de guérilla, est marquée par le triomphe de la Révolution Populaire Sandiniste qui apporte des changements politiques et socio-économiques « à un moment d'épuisement d'une manière de gouverner, la dictature militaire, et une façon d'accumuler: le capitalisme agroexportateur » (Figueroa Ibarra 2005). La Junte qui accède au pouvoir se lance alors dans un modèle de gestion mixte avec un rôle fort de l'État dont l'objectif est d'impulser des transformations sociales et économiques profondes (Núñez Soto 1984; Núñez Soto 1987). Il vise, en parallèle, la réactivation macroéconomique et la stabilisation, en donnant la préférence aux classes populaires pauvres (Ortega 1986). Cette période est clé dans l'histoire nationale car elle marque un changement radical dans le référentiel politique (Baumeister 1999).

Compte tenu du dualisme sociétal et de la précarité d'une grande partie de la population, en particulier rurale, les politiques se concentrent sur la santé, l'alphabétisation, l'alimentation (Berth 2014), sur la question de l'accès à la terre et de la tenure, ainsi que sur les conditions sociales de production (IRAM 2000). De nombreux efforts s'organisent autour d'un Plan Alimentaire Nicaraguayen qui favorise la production et la consommation de produits « autochtones » tels que le maïs et ses dérivés, lesquels avaient été négligés en faveur des aliments importés. Ces initiatives s'accompagnent de celles du Ministère de la Culture qui organise des foires pour valoriser la production paysanne nationale (Berth 2014). Un programme de mobilisation pour l'autoconsommation est introduit en 1985 pour favoriser la production alimentaire dans les campagnes et les villes (par exemple, le Plan de Managua permet la mise en culture de 800 hectares autour de la capitale). Dans l'agriculture, pour

accroître la productivité et diversifier la production, un Ministère du Développement Agricole et de la Réforme agraire (MIDINRA) est créé en 1981 avec, pour mandat, la gestion des activités productives : des fermes d'État et des coopératives de la production et de commercialisation (y compris pour l'exportation) sont aussi créées. En effet, le MIDINRA promeut une réforme agraire sur la base d'un modèle collectif (IRAM 2000). La fourniture de crédits, d'assistance technique et de services sociaux est organisée depuis l'État (Grigsby Vado and Pérez 2007), privilégiant les formes associatives, presque inexistantes avant 1979. L'État met aussi en place un réseau complexe de commercialisation et de distribution de denrées alimentaires avec une Entreprise Alimentaire de Base (ENABAS), achetant et contrôlant les prix agricoles à la production et subventionnant les prix alimentaires à la consommation (Rueda Estrada 2013). Si les résultats en termes de changement de la structure socio-productive sont mitigés (Grigsby Vado and Pérez 2007), la politique alimentaire ambitieuse permet au Nicaragua d'amorcer la réduction de la faim et de jouer un rôle actif au niveau international avec la FAO pour promouvoir le concept de sécurité alimentaire en Amérique latine. Toutefois, dès le milieu des années 1980, les conflits internes provoquent des tensions qui affectent l'activité productive par des pertes matérielles et l'incorporation de milliers de paysans dans la défense (Ortega 1986). Les déséquilibres économiques pour payer la dette héritée de la dictature, l'inadéquation entre les prix et les salaires comme effet de la crise, la tentative d'alléger les difficultés en recourant à des subventions ou des solutions complexes (paiement des travailleurs en nourriture) et la concentration excessive des dépenses publiques dans la défense, sont de plus en plus difficiles à gérer. Le contexte de la fin des années 1980 est très dur avec une guerre de faible intensité qui, combinée à des années de sécheresse, limite les effets des politiques.

Années 1990-milieu des années 2000 : poursuite timide d'une politique alimentaire dans un contexte d'ajustements structurels et de libéralisation

Une nouvelle période commence avec le retour au pouvoir de gouvernements libéraux en 1990. Elle s'inscrit dans un processus de pacification et de réconciliation nationale, qui a lieu après plusieurs décennies de conflits. Encore une fois, un changement radical s'opère dans la stratégie politique et économique qui va favoriser une fois de plus le marché libre et l'agro-exportation. Le changement de gouvernement entraîne la levée de l'embargo américain et permet au pays de se réinsérer sur le marché mondial. Les nouvelles administrations poursuivent les politiques de stabilisation initiées à la fin des années 1980, parallèlement à des programmes de libéralisation du commerce, de privatisation des entreprises, de reconstruction d'un réseau de commerçants et de chaînes de distribution de biens et de services privés, de réduction du déficit budgétaire et de l'inflation. La situation est très difficile : l'économie est en miettes, l'infrastructure est détruite et la société reste polarisée autant sur les aspects partisans que socio-économiques. Bien que la croissance économique se rétablisse dès le milieu des années 1990 et que la stabilité soit établie, la population reste marquée par l'extrême pauvreté et la faim, en particulier dans les campagnes.

À partir du milieu des années 1990, la production agricole commence à se redresser. Beaucoup de familles retournent dans leurs fermes ou investissent de nouvelles parcelles dans les zones de colonisation agricole, générant en même temps une déforestation de grande ampleur à

l'intérieur du pays et de la côte atlantique (Maldidier and Marchetti 1996). Cependant, la reprise du secteur agricole est liée à la récupération des pertes subies pendant les conflits armés. Les tensions sont aggravées par l'austérité et la contre-réforme agraire qui affecte la paysannerie (Roux 2011). Malgré la rétractation de l'Etat et le contexte anti-interventionniste, les politiques publiques réinvestissent dans l'expansion du réseau routier. Mais les améliorations de l'environnement productif ne diminuent pas la vulnérabilité de la paysannerie qui souffre de la variabilité des prix et du manque de crédit et d'intrants, suite à l'élimination des subventions aux produits agrochimiques et à la réduction drastique du crédit rural (Marin and Pauwels 2001).

Le nouveau MAG voit son personnel et ses ressources réduits et réoriente ses activités dans la partie réglementaire, une série de lacunes étant comblées par la création d'agences autonomes : l'INTA en 1993 pour la vulgarisation agricole, le Programme de Pôles de Développement (qui prend le nom d'Institut de Développement Rural ou IDR) en 1995 pour la réhabilitation des infrastructures routières, et l'Institut National des Forêts (INAFOR). En 1998, le MAG devient MAGFOR (Ministère de l'Agriculture et des Forêts), laissant la place à l'INTA et à l'INAFOR, tandis que l>IDR reste une agence autonome.

A cette période, la coopération externe s'affirme comme un acteur majeur du développement national plaçant des fonds dans la réactivation du secteur agricole, surtout dans le café. Plus généralement, elle s'impose comme garant des programmes publics, influençant les politiques et appliquant des conditionnalités dans l'accès aux financements (Le Coq et al. 2013). Ce phénomène est une double opportunité pour le pays qui obtient de nouveaux fonds et est inclus dans l'initiative pour les pays très endettés (HIPC).

Dans ce cadre, le Nicaragua élabore une stratégie nationale pour la réduction de la pauvreté comme cadre général de planification (2001, 2005). La stratégie favorise d'abord la croissance économique en minimisant les engagements en matière de programmes sociaux, d'éducation et de santé (Hazell 2004). Elle devient un plan national de développement opérationnel à partir duquel est élaboré un plan sectoriel de développement rural productif (PRORURAL) axé sur l'accroissement de la productivité pour générer des devises et la croissance économique. La question foncière est à nouveau la clé de la restructuration du secteur agricole. Un processus de révision des confiscations et d'expropriation des années 1980 est initié, favorisé par la gestion déficiente du processus de régularisation des terres réformées, ce qui provoque de nombreux conflits (Roux 2011) et la re-concentration des terres en faveur des grands et moyens producteurs (Lucas Aráuz 2003). L'agriculture familiale reste absente de l'agenda politique et les aspects environnementaux et sociaux sont négligés, avec une présence limitée des institutions publiques sur le terrain.

Cependant, le Nicaragua continue, avec des ressources limitées, à mener des interventions en matière d'alimentation et de nutrition. Un Plan d'action national pour la nutrition lancé entre 1990 et 1995 permet un contrôle de la croissance des enfants et un programme « d'éducation pour tous » inscrit la nutrition scolaire dans ses priorités. Cependant, le niveau de fréquentation scolaire des enfants de moins de 5 ans est faible, ce qui limite la portée de ces instruments. Le MINSA et l'UNICEF soutiennent aussi le travail de plusieurs ONG en faveur de l'éducation des mères et d'une meilleure nutrition des enfants (MINED and Nicaragua 1995).

Au cours de la période 1999-2000, les organismes publics, avec le soutien de la coopération externe, mettent en œuvre une série de programmes alimentaires, parmi lesquels le programme du « Verre de Lait » financé essentiellement par le Trésor public (95%), l'USAID et l'Union européenne. Cependant, en plus de problèmes de mise en œuvre (concentration dans certaines zones rurales, manque de coordination entre les institutions d'exécution, duplication des efforts), l'évaluation du programme montre son manque d'efficacité et serait un simple transfert de revenus sous forme de nourriture qui ne permettrait pas l'amélioration du niveau nutritionnel des enfants (Gajate Garrido and Inurritegui Maúrtua 2002).

En 2000, une nouvelle politique alimentaire est promulguée et débouche sur un plan d'action pour la période 2001-2006. Dans ce cadre, de nouveaux programmes sont mis en œuvre par différents ministères parmi lesquels le Programme Intégral de Nutrition Scolaire qui fournit, en plus du verre de lait, des biscuits nutritifs et des collations pour les enfants scolarisés. Un réseau de protection sociale (RPS) est également créé en 2000, financé par l'Etat à travers un prêt de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) qui vise à transférer de l'argent aux familles pauvres (Moore 2009). Cependant, le RPS a des résultats limités en termes de réduction de la faim, bien qu'ils semblent permettre d'améliorer la diversité de l'alimentation (Hoddinott and Wiesmann 2008). Notons que le PAM joue un rôle central dans l'articulation et la distribution des dons alimentaires utilisés dans ces programmes.

Depuis 2007 : consolidation d'une politique rurale et alimentaire intégrale, dotée de ressources substantielles

En 2007, les politiques publiques subissent un tournant important suite à l'élection d'Ortega qui, à ce jour, est toujours Président de la République après sa réélection en 2011 et en 2016. Le nouveau gouvernement présente un PNDH pour la période 2008-12, suivi de sa continuité pour 2013 -16, qui jette les bases d'une stratégie promouvant le développement durable (Le Coq et al. 2016) et se centre sur la lutte contre la pauvreté, la faim et la croissance économique. Le rôle de l'Etat est renforcé et un nouvel ordre de gestion de la coopération externe s'établit. Des politiques productives et sociales sont lancées⁷, avec pour priorité les populations marginalisées et l'économie familiale. Parallèlement, des programmes destinés à l'agro-industrie sont promus pour stimuler les exportations qui restent le pilier de la croissance. Dans le PNDH, le concept de souveraineté alimentaire est introduit (GRUN 2012).

Le MEFCCA s'insère dans un système de coordination intergouvernemental dès 2014 : le Système National de Production, de Consommation et de Commerce (SNPCC) qui intègre le MAG, le Ministère de l'Environnement et des Ressources Naturelles (MARENA), l'Institut de Protection et de Santé Agricole (IPSA), l'INTA et l'INAFOR. Guidé par le PNDH, le MEFCCA met en œuvre un Plan Sectoriel pour le Développement Rural Inclusif appelé PRORURAL Inclusif (2010-2014) centré sur l'agriculture familiale et la réduction de la pauvreté et des inégalités, l'augmentation de la productivité, le renforcement de la sécurité alimentaire et l'adaptation au changement climatique.

⁷ Et mis en œuvre grâce aux fonds et à la coopération du Venezuela avec l'Alliance Bolivarienne des Peuples de notre Amérique (ALBA).

Jusqu'en 2014, la politique rurale s'organise autour de trois instruments. Le Programme Alimentaire National (PNA) intègre un Programme de Production alimentaire (PPA) ou « Faim Zéro » et un Programme de « Potagers Sains » visant la production alimentaire, en particulier de céréales de base (maïs, haricots, sorgho, riz), l'amélioration de l'accès et la consommation d'aliments sains. Le Plan National pour l'agro-industrie (PNAIR) vise à accroître la production de valeur ajoutée à partir de la production primaire, en promouvant les activités post-récolte et de transformation. Le Programme Forestier National (PNF) favorise l'exploitation rationnelle des forêts. Parallèlement, d'autres entités publiques lancent des programmes d'amélioration du réseau routier dans les zones de production laitière et caféière et de l'accès aux services financiers, et aussi dans l'éducation, la santé, le tourisme et la sécurité.

En 2014, la politique rurale est réformée après une évaluation globalement positive (GRUN 2015; Kester 2009). L'évaluation montre le besoin de consolider la coordination et l'articulation interinstitutionnelle dans la gestion des ressources naturelles et l'accès aux infrastructures. Ainsi, un nouveau système de coordination est créé : le Secteur Public Agricole et Rural (SPAR) intégré par MAG, INTA, INAFOR, MEFCCA, MARENA, le Ministère de l'Industrie (MIFIC), la Banque pour la promotion de la production (PRODUZCAMOS) et l'IPSA, qui coordonne les interventions du SNPCC qui devient l'organe recteur de la politique rurale en charge de l'élaboration des plans annuels⁸. Le dernier plan annuel (2017-2018) reste dans la même lignée que PRORURAL Inclusif, avec une volonté de « *garantir un accès sans restriction des produits nicaraguayens aux marchés internes et externes, de promouvoir la recherche et la promotion des marchés, en correspondance avec les traités et accords de commerce extérieur, avec la signature de nouveaux accords commerciaux pour diversifier les marchandises et les partenaires commerciaux* » (GRUN 2018). Si les principaux instruments restent ceux de la politique précédente, d'autres programmes transversaux, de nouveaux programmes sectoriels sont lancés centrés sur la production agricole (riz, sorgho, café, bétail). Parallèlement, des instruments de politique sociale s'inspirant des programmes précédents sont élaborés dans le cadre de la révision du Plan stratégique d'Education avec la mise en place d'un Programme global de nutrition scolaire (PINE ou Goûters Scolaires). Une originalité de ces programmes est qu'ils mettent l'accent sur la participation active des femmes et des parents comme protagonistes du développement de leurs familles et de leurs villages.

Application des programmes « Faim Zéro » et « Goûters Scolaires » dans une région agricole au Nord de Chinandega : un succès remarquable, mais avec certaines faiblesses

D'une part, le PPA (Faim Zero) consiste à donner à des femmes pauvres des biens productifs pour renforcer la production alimentaire et la capitalisation de leurs familles. Le don d'intrants (vaches et truies gestantes, poulets et coq, semences, outils, matériaux de construction, etc.) s'opère selon des critères définis par la loi et s'accompagne d'assistance technique, de formations et financements. Les bénéficiaires doivent gérer un compte d'épargne pour rapporter un surplus de 20% de la valeur reçue grâce à une caisse de crédit rural destiné au développement de leurs villages. Le MEFCCA est chargé de la planification opérationnelle et de la mise en œuvre

⁸ Le SNCPP fonctionne aussi à des niveaux sous-nationaux avec la création d'espaces de dialogue (groupes de travail, un temps appelés Noyaux de Recherche et d'Innovation Territoriale) qui proposent de renforcer la participation à des discussions sectorielles des acteurs de certaines filières.

administrative et technique du programme. Les fonds qui financent le PPA proviennent du budget de l'État (principalement), de l'Alba-Caruna et d'autres donateurs (Kester 2009).

D'autre part, le PINE a pour objectif de renforcer la fréquentation scolaire tout en améliorant l'alimentation et la nutrition des enfants des écoles maternelles, primaires et secondaires publiques du pays. Mis en œuvre par le MINED, il permet le don de repas équilibrés dans les écoles. Les fonds qui financent le programme proviennent du budget de l'État, de l'Union européenne et du PAM, avec l'appui d'autres coopérations bilatérales et d'organisations internationales (par ex la Fondation contre la faim).

Delon les enquêtes réalisées, le PPA est mis en œuvre dans toutes les communes du Nord de Chinandega. A titre d'exemple, 537 femmes sont bénéficiaires en 2016 pour une population d'environ 6 800 personnes selon le dernier recensement de la population dans l'une des six communes de la région (Cinco Pinos) ; le PINE est mis en œuvre selon les enquêtes dans toutes les écoles publiques des six communes, sachant par exemple qu'il existe 47 écoles publiques dans la commune de Somotillo, pour une population municipale recensée de 29 000 personnes, dont environ 12 000 enfants de moins de 15 ans.

Pour les deux types de programmes, les enquêtes révèlent le processus de sélection des bénéficiaires, bien plus restrictif dans le cas du PPA. Les enfants bénéficiaires du PINE sont logiquement ceux qui sont inscrits dans les écoles publiques. Si les taux de scolarisation se sont améliorés au cours des dernières décennies, seulement cinq enfants sur dix, selon la BID, terminent l'école primaire (Näslund-Hadley et al. 2012). Selon les entretiens, beaucoup d'enfants (et en particulier les petites filles) ne vont pas à l'école maternelle.

En ce qui concerne le PPA, la sélection des bénéficiaires femmes, ce qui révèlent un aspect particulièrement positif du Programme (Carrión Fonseca 2015), se fait aux niveaux villageois et municipal par le MEFCCA, la mairie, les Cabinets de la Famille et les secrétaires politiques du parti au pouvoir (le Front Sandiniste de Libération Nationale). Les Cabinets de la Famille sont des organisations émanant du FSLN et jouent un rôle important dans la pré-sélection des bénéficiaires du PPA au niveau villageois. Les enquêtés mentionnent que les Cabinets sont généralement perçus comme légitimes puisqu'ils intègrent des personnes (auto)désignées leaders villageois. Cependant, les entretiens montrent aussi que leur légitimité dépend des forces politiques locales et de l'éthique personnelle de leurs membres. Pour cette raison, leur rôle dans l'application des politiques devient un élément sensible (Finnegan 2011; Kester 2009). Les enquêtés confirment le biais entre les femmes bien insérées à la vie politique locale et les autres, bien que selon les observations des dossiers du MEFCCA de l'application du PPA en 2016, ce critère n'apparaisse pas explicitement. En fait, dans les 24 critères des registres, ce sont le statut de propriété de la maison, la taille de la parcelle et du potager, l'âge et la situation d'avoir été ou non bénéficiaire de programmes productifs, qui sont les critères retenus dans la sélection finale du MEFCCA. Les entretiens révèlent enfin que les familles avec des migrants sont exclues de la sélection des bénéficiaires, étant considérées comme moins pauvres ou plus susceptibles d'accéder à des ressources. En outre, il est mentionné que, dans certains cas, des hommes ont pu être bénéficiaires à certaines époques du programme car, vu que les femmes sont rarement propriétaires de parcelles, ce critère ne pouvait être rempli.

Une autre source de tension dans l'application de ces programmes tient à la nature des produits donnés. Dans le cas du PINE, les aliments proviennent des entrepôts ENABAS et d'entreprises de transformation liées à l'État qui, selon les entretiens avec le PMA, s'approvisionnent sur le marché national et de préférence localement pour certains produits (tels que la calebasse ou *jícara* dans le cas de Chinandega) qui reçoivent des contrôles de qualité. Dans le cas du PPA, et dans un contexte où la composition du don a fait l'objet d'âpres discussions (obtenir une vache n'est pas la même chose que d'obtenir des volailles ou des porcs), les tensions dans l'application du PPA concernent la qualité des animaux (Finnegan 2011; Kester 2009). Certains ont pu être donnés en mauvaise santé, ce qui a conduit l'État à s'approvisionner sur la base de fournisseurs accrédités (privés et coopératives) et inscrits dans les registres sanitaires de l'IPSA, ce qui a permis d'améliorer la qualité des dons.

En ce qui concerne la phase après les dons, les enquêtés mentionnent l'existence d'un suivi de la part des délégués des ministères responsables de la mise en œuvre des deux programmes. Dans le cas du PINE, le MINED assure des réunions régulières avec les directeurs d'école et des visites avant chacune des 3 livraisons annuelles pour superviser la qualité et le stockage des aliments, en complément de formations en santé et nutrition avec le MINS⁹. Dans le cas du PPA, le MEFCCA dispense des formations aux bénéficiaires pour augmenter la productivité, et promouvoir l'associativité et l'empowerment des femmes, et organise des visites pour que les bénéficiaires puissent devenir les promotrices des connaissances acquises. Selon les entretiens, il s'agit aussi de pallier le manque de personnel, notamment de techniciens expérimentés assez nombreux pour s'occuper de familles vivant dans des habitats dispersés. Les enquêtées mentionnent, à ce titre, l'instabilité (et parfois la faiblesse) de l'accompagnement.

Tous les acteurs institutionnels enquêtés pensent que ces deux programmes ont des impacts positifs, comme l'ont noté plusieurs auteurs (Finnegan 2011; Kester 2009; Solornazo 2016; Tschirley, Flores, and Mather 2010; Carrión Fonseca 2015) et le gouvernement (GRUN 2015). Toutefois, la question de la sélection des bénéficiaires reste problématique. Les enquêtes montrent que cette sélection se fonde sur des critères d'estimation du niveau de pauvreté qui ne sont pas assez exclusifs. L'intervention des Cabinets introduit d'autres critères partisans dès la présélection des bénéficiaires sur la base de relations « clientélistes » (Envío 2015). De plus, les familles avec migrants, qui ne sont pas nécessairement les plus démunies, peuvent être pauvres, et sont exclues alors qu'elles sont nombreuses (elles comptent pour 30% de notre échantillon), ce qui joue sur la dynamique territoriale de sécurité alimentaire. Tout ceci limite les effets du PPA. Une autre limite est qu'il ne traite pas du changement des relations de pouvoir au sein du ménage, ni ne rompt la division genrée du travail, qui reste une source de vulnérabilité.

⁹ Qui va sur le terrain en période de vaccination et de dons de paquets alimentaires quand des enfants en retard de croissance sont signalés par les écoles

Conclusion et perspectives

Le Nicaragua est un pays marqué par une trajectoire socio-historique de politiques tumultueuse dans laquelle la promotion du capitalisme agraire a prédominé sous ses différentes formes (grandes exploitations de bétail et plantations agro-industrielles de coton, café, canne à sucre, banane, arachide, palmier à huile, etc.) au détriment de la production vivrière et paysanne. Avec une insertion tardive au marché mondial (à partir de 1950), ces politiques se sont appuyées sur des caractéristiques féodales héritées de la conquête espagnole impliquant la concentration des terres et des ressources productives et la domination d'une main-d'œuvre paysanne. La promotion de politiques publiques favorisant ce capitalisme agraire dans les années 1950-1970, puis 1990 et 2000, a produit des résultats importants au niveau macroéconomique (croissance des exportations, du PIB, équilibrage de la balance commerciale), mais a engendré des coûts sociaux (et environnementaux) très élevés qui se sont traduits par une pauvreté généralisée et, dans de nombreux cas, une pauvreté extrême. Ce dualisme de la société a été un facteur déterminant dans les conflits internes jusqu'à aujourd'hui.

À partir de 2007, le tournant dans la stratégie politique a permis la promotion pour la première fois dans l'histoire de la grande majorité des producteurs agricoles du pays qui pratiquent l'agriculture familiale. Ils représenteraient, selon le dernier recensement de 2011, plus de 85% des fermes (Perez and Freguin-Gresh 2014). Avec ce changement radical de paradigme, les politiques publiques ont mis l'accent sur une plus grande redistribution des bénéfices aux groupes vulnérables, avec une série de programmes sociaux et productifs de lutte contre la pauvreté et la faim. En témoignent les deux programmes PINE et PPA. Cette stratégie a eu des résultats très positifs avec la réduction de la pauvreté générale et extrême entre 2005 (respectivement 48% et 17% de la population) et 2014 (respectivement 21% et 8%). Cependant, la durabilité de cette stratégie est fragile car elle a longtemps reposé sur des financements externes (ceux de l'ALBA) qui, aujourd'hui, se sont taris.

Références

- Barroso Peña, G. 2011. Reforma Agraria en Nicaragua bajo el Sandinismo. *Historia Digital* **XI:1-29**.
- Baumeister, E. 1999. Iniciativas campesinas y la sostenibilidad de los resultados de las reformas agrarias. In *Discussion paper n°105*. Genève, Suisse: UNRISD.
- Berth, C. 2014. Las políticas de consumo y de alimentación en Nicaragua: 1965-1995. *Revista Dialogos:29*.
- Bornemann, G.; O. Neira Cuadra; C. Narvaez Silva; and J.L. Solomazo. 2012. Desafíos desde la Seguridad Alimentaria y Nutricional en Nicaragua, 119. Managua: OXFAM.
- Carrión Fonseca, G. 2015. Análisis del Programa Productivo Alimentario en Nicaragua desde un enfoque de género, 31. Managua: CIAT.

- CEPAL. 2017. Seguridad alimentaria y nutricional en Centroamérica y la República Dominicana: explorando los retos con una perspectiva sistémica, 190. Ciudad de México: Comisión Económica para América Latina y el Caribe.
- Craipeau, C. 1992. El café en Nicaragua. *Anuarios de Estudios Centroamericano. Universidad de Costa Rica* **18:41-49**.
- Envío, R. 2015. El Programa Hambre Cero: como se le va a las mujeres. *Revista Envío*.
- FAO and OPS. 2017. Panorama de la Seguridad Alimentaria y Nutricional en América Latina y el Caribe. Santiago de Chile: Naciones Unidas.
- Figueroa Ibarra, C. 2005. La revolución sandinista y los contratiempos de la utopía centroamericana. *Bajo el Volcán* **5:67-85**.
- Finnegan, K. 2011. Sostenibilidad y Autogestión en Programas de Seguridad Alimentaria en Nicaragua. In *Independent Study Project (ISP) Collection: SIT Study Abroad*, Universidad de California del Sur.
- Fréguin-Gresh, S. 2017. Capítulo 9. Agroecología y Agricultura Orgánica en Nicaragua. Génesis, institucionalización y desafíos. In *Políticas Públicas a favor de la Agroecología en América Latina y el Caribe*, ed. R. PP-AL, 202. Brasilia: Red PP-AL.
- Gajate Garrido, G. and M. Inurritegui Maúrtua. 2002. El impacto de los programas alimentarios sobre el nivel de nutrición infantil: una aproximación a partir de la metodología del “Propensity Score Matching”, 55. Lima: Consorcio de Investigación Económica y Social CIES.
- Godek, W. 2014. The institutionalization of food sovereignty: the case of Nicaragua’s law of food and nutritional sovereignty and security. In *Graduate School-Newark Rutgers*, 551. Newark, New Jersey: The State University of New Jersey.
- Gould, J.L. 2008. *Aquí todos mandamos igual : lucha campesina y conciencia política en Chinandega, Nicaragua, 1950-1979*. Managua: IHNCA-UCA.
- Grigsby Vado, A. and F.J. Pérez. 2007. Structural Implications of Economic Liberalization on Agriculture and Rural Development. RuralStruc Program Nicaragua—Phase I, 128. Managua, Nicaragua: Universidad Centroamericana, Nitlapán.
- GRUN. 2012. Plan Nacional de Desarrollo HUmano, ed. M.d. Hacienda, 203. Managua: Gobierno de Reconciliación y Unidad Nacional
- GRUN, G.d.r.y.U.N. 2015. Informe de Evaluación Final del PRORURAL Incluyente 2010-2014, 138: Gobierno de Nicaragua.
- . 2018. Plan Anual de Producción, Consumo y Comercio del Ciclo 2017-18, ed. SNPCC, 99. Managua.
- Hazell, P. 2004. Small-holders and Pro-Poor Agricultural Growth, 14. Washington DC: International Food Policy Research Institute - Organization for economic Co-operation dans Development.
- Hoddinott, J. and D. Wiesmann. 2008. The Impact of Conditional Cash Transfer Programs on Food Consumption in Honduras, Mexico, and Nicaragua, 39. Washington DC: International Food Policy Research Institute.
- Hurtado, R.V. 2000. Desarrollo rural y pobreza en Centroamérica en la década de 1990. Las políticas y algunos límites del modelo "neoliberal. *Anuario de Estudios Centroamericanos, Universidad de Costa Rica* **25:139-157**.

- IRAM. 2000. Estudio sobre la tenencia de la tierra. Parte I. Marco Legal institucional. In *Contrato de consultoria No. OPA-001-2000*: IRAM.
- . 2000. Sécurité alimentaire et politiques agricoles des pays en développement: problématiques nationales et enjeux des négociations internationales. Paris: Dossier préparatoire.
- Kester, P. 2009. Informe evaluativo (2007 - 2008) Programa Productivo Alimentario (PPA) “HAMBRE CERO”, 46. Managua: Embajada del Reino de los Países Bajos.
- Le Coq, J.-F.; S. Fréguin-Gresh; F. Saénz Segura; and F.J. Pérez. 2013. Transfert de la notion de développement durable dans les politiques publiques centroaméricaines : Lecture croisée des évolutions de référentiels et des trajectoires de politiques rurales au Costa Rica et au Nicaragua. In *CANAL 2013 - Circulations et appropriations des normes et des modèles de l'action locale*. Montpellier, France: URM ART-Dev.
- Lucas Aráuz, C.P. 2003. Reforma y Contrarreforma Agraria en Nicaragua. ¿Hacia dónde van los campesinos nicaragüenses? .
- Maldidier, C. and R.P. Marchetti. 1996. *El campesino-finquero y el potencial economico del campesinado nicaraguense*. Managua: Nitlapan,. Universidad Centroamericana.
- Marin, Y. and S. Pauwels. 2001. El Campesino Finquero. Vol II Hacia una modernización de la Reion Central. Managua, Nicaragua: UCA, Nitlapan.
- Merlet, M. 1990. El siglo diecinueve en Nicaragua. Auge y derrota de la vía campesina. (1821-1934). In *Simposio Las sociedades agrarias centroamericanas*. Costa Rica: Escuela de Historia de la Universidad Nacional.
- . 2002. Fragilidad y límites de las reformas agrarias en América Central. Las enseñanzas de dos países: Honduras y Nicaragua. In *Módulo 3.El análisis actual en los mecanismos de distribución de la tenencia de la tierra*. Paris, France: IRAM.
- MINED and R.d. Nicaragua. 1995. Avances logrados por el ministerio de educación de Nicaragua en el marco del programa de “educación para todos” periodo 1990-1995. Examen a mediados de decenio, 29. Managua: Ministerio de Educación.
- Moore, C. 2009. Nicaragua’s Red de Protección Social: an exemplary but short-lived conditional cash transfer programme. Brasilia: Ohio State University. International Policy Centre for Inclusive Growth. United Nations Development Programme.
- Näslund-Hadley, E.; D. Meza; G. Arcia; R. Rápalo; and C. Rondón. 2012. Educación en Nicaragua: Retos y Oportunidades, 32: Banco Interamericano de Desarrollo. División de Educación (SCL/EDU).
- Núñez Soto, O. 1984. Revolución y Desarrollo, ed. R.T.d. MIDINRA, 98. Managua: MIDINRA.
- Núñez Soto, O. 1987. *Transición y lucha de clases en Nicaragua (1979-1986)*. Coordinadora regional de investigaciones económicas y sociales (CRIES).
- Ortega, M. 1986. La Reforma Agraria Sandinista. *Nueva Sociedad* **83:17-23**.
- Paige, J.M. 1985. Coffee and Politics in Central America. In *Ninth Annual Conference of the Political Economy of the World System*. Tulane University.
- Perez, F.J. and S. Freguin-Gresh. 2014. *Caracterizar y clasificar el agro nicaragüense: una propuesta de tipología de explotaciones agropecuaria en base al IV CENAGRO*. s.l.: s.n.

- . 2014. *Políticas públicas y agricultura familiar en Nicaragua: evoluciones y perspectivas*. s.l.: s.n.
- Pérez, F.J. and S. Fréguin-Gresh. 2015. Nicaragua: evoluciones y perspectivas de las políticas agrarias y la agricultura familiar. In *Políticas públicas y agriculturas familiares en América Latina y el Caribe: nuevas perspectivas*, ed. E. Sabourin; M. Samper; and O. Sotomayor, 261-291. San José: IICA.
- Pérez, F.J.; A.H. Grigsby; and S. Fréguin-Gresh. 2015. Food security, Nicaragua. Food purchase or food production: which is best for the rural poor? In *New Challenges to Food Security*, ed. I. Christoplos and A. Pain, 321-339. New York: Routledge. Taylor and Francis.
- Roux, H. 2011. Contre-réforme agraire au Nicaragua, instrument de reconquête du pouvoir 1990 -2010, 458. Paris, France: Université Paris I – Panthéon-Sorbonne.
- Rueda Estrada, V. 2013. El campesinado migrante. Políticas agrarias, colonizaciones internas y movimientos de frontera agrícola en Nicaragua, 1960-2012. *Revista de estudios históricos* **57:155-198**.
- Solornazo, J.L. 2016. Perspectivas sobre la seguridad alimentaria en Nicaragua en el contexto del cambio climático. Reflexiones y propuestas, 246. Managua: UCA Publicaciones.
- Tschirley, D.; L. Flores; and D. Mather. 2010. Análisis de Políticas Agrícolas y de Seguridad Alimentaria en Centroamérica: Evaluación de la Capacidad Institucional Local, la Disponibilidad de Datos y la Demanda Efectiva para Datos e Información, 69. East Lansing, Michigan: Department of Agricultural, Food y Resource Economics. Department of Economics. MICHIGAN STATE UNIVERSITY.
- Wiggins, S. 2007. Poverty Reduction Strategy Review Country Case: Nicaragua In *Background Paper for the Chronic Poverty Report 2008-09* London, UK: Chronic Poverty Research Center.